

M.Taoufik BACCAR, gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT) qui a tenu mercredi 21 octobre 2009 à Tunis, une conférence de presse a indiqué que le nouveau programme électoral présidentiel repose sur une vision stratégique visant à préserver les intérêts des générations futures, à garantir le développement durable, à réaliser plus de cohésion sociale et plus d'ouverture sur l'extérieur.

Le gouverneur de la BCT a ajouté que l'objectif de ce programme consiste à préparer la Tunisie à accéder au rang des pays développés, à assurer aux tunisiens qualité de vie et prospérité, à créer le maximum d'emplois et à généraliser la couverture sociale.

Il a fait remarquer que les constantes de développement en Tunisie consistent à compter sur soi, à renforcer le partenariat avec les pays frères et amis, notamment, avec l'Union européenne, à conférer à l'économie du pays l'efficacité requise et à répartir équitablement les richesses du pays.

Il a mis en exergue les objectifs économiques du programme présidentiel. Ces derniers visent à retrouver le niveau habituel de la croissance, à élever de nouveau son rythme, à promouvoir une économie à contenu technologique élevé, amie de l'environnement, économe en énergie et innovante et à suivre une politique financière efficace et une fiscalité équitable.

Il a relevé que le programme a pour but également de faire de la Tunisie un pôle de services bancaires et une place financière régionale en augmentant le capital minimum des banques à 100 MD et à baisser la part des créances douteuses à moins de 7%.

Le gouverneur de la BCT a encore indiqué que la réalisation de cet objectif repose aussi sur la réalisation de la convertibilité totale du dinar avant la fin de l'année 2014, la préservation des équilibres financiers, la disponibilité d'importantes ressources en devises, le renforcement des assises financières des banques, une plus grande flexibilité de change et une plus grande efficacité de la politique monétaire.

S'agissant de l'aspect fiscal, M.BACCAR a fait observer que le programme électoral présidentiel vise à poursuivre la réforme fiscale, à réduire les droits de douane et la multiplicité des taux.

Il s'agit aussi d'alléger la pression fiscale sur les entreprises et les particuliers et d'instituer un régime fiscal spécifique pour les petites et moyennes entreprises.